



COMMUNE DE CLAPIERS  
www.ville-clapiers.fr

## **Compte rendu du Conseil Municipal du 08 avril 2014 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire.**

---

**Etaient Présents :** Eric PENSO - France GABORIT - Thierry VINDOLET - Bernadette BRISARD-DE NONI - Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL - Servane BESSOLES – Yves FANJAUD - Brigitte MIAS – Guillaume BUREL – Monique BARON - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL - Guy MARTRE - Christine DAVY - Simon UGUEN - Marjolaine AVENTURIER - Julien BASCOUL - Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER – Vanesa DEDIEU - Guy FILLET - Michel CHASTAING – Valérie ADAM – Bernard DUVIC - Faouzia DAHMANE – Logan GIRARD – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

-----

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.  
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

### **00 - Approbation du procès-verbal de la séance du 29 mars 2014**

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 mars 2014 est adopté à l'unanimité.

### **01 - Affaires générales - Désignation des conseillers municipaux au conseil d'administration de l'Office Municipal des Sports et de la Culture**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il convient de désigner quatre représentants de la Commune appelés à siéger au sein de l'association de l'Office Municipal des Sports et de la Culture.

Il propose au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux, de procéder à la désignation de ces quatre délégués au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose les candidatures de Thierry VINDOLET, Yves FANJAUD, Brigitte MIAS, Vanesa DEDIEU.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Les candidatures de Michel CHASTAING, Valérie ADAM, Bernard DUVIC, Faouzia DAHMANE sont déposées.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)

Monsieur Thierry VINDOLET, domicilié 8, rue des Canaux - 34830 CLAPIERS

Monsieur Yves FANJAUD, domicilié 2, rue des Vignes - 34830 CLAPIERS

Madame Brigitte MIAS, domiciliée 329, allée du Bois du Prieur - 34830 CLAPIERS

Madame Vanesa DEDIEU domiciliée 3, rue de l'Occitanie - 34830 CLAPIERS

En qualité de représentants de la Commune au Conseil d'Administration de l'Office des Sports et de la Culture.

Monsieur Michel CHASTAING, Madame Valérie ADAM, Monsieur Bernard DUVIC, Madame Fouzia DAHMANE obtiennent 6 voix.

## **02 - Affaires générales - Désignation des conseillers municipaux au conseil d'administration de la crèche « les Lapinoux »**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que conformément aux statuts de l'association la crèche « Les Lapinoux » deux représentants de la Commune sont appelés à siéger au sein du conseil d'administration de cette association.

Il propose au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux de procéder à la désignation de ces deux délégués au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose les candidatures de Christine DAVY et Yves FANJAUD.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Les candidatures de Marie-Noëlle SIBIEUDE, Valérie ADAM sont déposées.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)

Madame Christine DAVY, domiciliée 46, Plan du Romarin – 34830 CLAPIERS

Monsieur Yves FANJAUD, domicilié 2, rue des Vignes – 34830 CLAPIERS

En qualité de représentants de la Commune au Conseil d'Administration de la crèche « Les Lapinoux ».

Madame Marie-Noëlle SIBIEUDE et Madame Valérie ADAM obtiennent 6 voix.

## **03 - Affaires générales - Désignation des conseillers municipaux au conseil d'administration du collège François MITTERRAND**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que le collège François Mitterrand dont le siège est à Clapiers compte moins de 600 élèves.

Dans ce cas, en application des décrets n° 85-924 du 30 Août 1985 et n° 2000-620 du 5 juillet 2000, relatifs aux établissements publics locaux d'enseignement, la commune siège dudit établissement doit désigner deux représentants membres du conseil d'administration du collège.

Il propose au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux, de procéder à la désignation de ces deux délégués au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose les candidatures de Séverine TEILHARD- RIOLA et de Anne VINCENT-FAGOT

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Les candidatures de Logan GIRARD, Faouzia DAHMANE sont déposées.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)

Madame Séverine TEILHARD- RIOLA, domiciliée 22, rue Pierre Mendès France – 34830 CLAPIERS

Madame Anne VINCENT-FAGOT, domiciliée 43, rue des Litanies – 34830 CLAPIERS

En qualité de représentants de la Commune au Conseil d'Administration du collège François MITTERRAND.

Madame Faouzia DAHMANE et Monsieur Logan GIRARD obtiennent 6 voix.

## **04 - Affaires générales – Désignation d'un conseiller municipal au Comité National d'Action Sociale (CNAS)**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la commune de Clapiers adhère au Comité National d'Action Sociale (CNAS) pour le personnel des collectivités territoriales.

Conformément aux statuts de cet organisme, chaque collectivité adhérente doit désigner un délégué représentant le collège des élus appelés à siéger à l'assemblée départementale annuelle du CNAS ;

Il propose au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux, de procéder à la désignation de ce représentant au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose la candidature de Monique BARON.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

La candidature de Valérie ADAM est déposée.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (24 voix pour)  
Madame Monique BARON, domiciliée 95, rue Aimé Césaire – 34830 CLAPIERS  
En qualité de représentant de la Commune de Clapiers au CNAS.  
Madame Valérie ADAM obtient 5 voix.

#### **05 - Affaires générales – Désignation d'un conseiller municipal au Conseil d'Administration de l'association Maill'âge**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la commune de Clapiers est titulaire d'un poste d'administrateur au sein du conseil d'administration de l'association Maill'âge laquelle gère le CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) gérontologique du bassin de Montpellier.

Il propose au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux, de procéder à la désignation de ce représentant au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose la candidature de Monique BARON.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

La candidature de Faouzia DAHMANE est déposée.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (24 voix pour)  
Madame Monique BARON, domiciliée 95, rue Aimé Césaire – 34830 CLAPIERS  
En qualité de représentant de la Commune de Clapiers au conseil d'administration de l'association « Maill'âge ».  
Madame Faouzia DAHMANE obtient 5 voix.

#### **06 – Affaires générales – Désignation d'un conseiller municipal aux Conseils d'école maternelle et primaire**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que l'article D 411-1 du code de l'éducation stipule que le Conseil d'école est composé, notamment, de deux élus qui sont le Maire et un conseiller municipal désigné par le Conseil Municipal.

Il sera proposé au Conseil Municipal, suite aux élections municipales du 23 mars 2014 et au renouvellement des conseils municipaux, de procéder à la désignation de ce représentant au scrutin secret à la majorité absolue.

Il précise que Madame Séverine TEILHARD RIOLA le représentera au sein de ces instances et il propose la candidature de Simon UGUEN.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

La candidature de Marie-Noëlle SIBEUDE est déposée.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)  
Monsieur Simon UGUEN domicilié 18, rue des Moulières – 34830 CLAPIERS  
En qualité de représentant de la Commune de Clapiers aux conseils d'école primaire et maternelle.  
Madame Marie-Noëlle SIBEUDE obtient 6 voix

#### **07 – Affaires générales – Désignation du correspondant défense**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par circulaire du 26 octobre 2001, il a été mis en place un réseau de correspondants défense dans chaque commune.

Cet élu a vocation à développer le lien Armée-Nation et il est, à ce titre, pour la commune l'interlocuteur privilégié des autorités militaires et civiles du département et de la région en matière de défense.

Il convient, à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux de reconstituer ce réseau.

Pour ce motif, il propose au Conseil Municipal de désigner le correspondant défense de la commune de Clapiers.

Monsieur le maire fait acte de candidature.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

La candidature de Bernard DUVIC est déposée.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)

Monsieur Eric PENSO, domicilié 12 bis, rue du Bosc – 34830 CLAPIERS

En qualité de correspondant défense de la Commune de Clapiers.

Monsieur Bernard DUVIC obtient 6 voix

### **08 – Affaires générales – Désignation des délégués au conseil du Syndicat Intercommunal des Trois Rivières**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers est membre du Syndicat Intercommunal des Trois Rivières.

A ce titre elle dispose de deux sièges, c'est-à-dire de deux délégués titulaires.

Suite au renouvellement des conseils municipaux des communes membres du syndicat intercommunal des Trois Rivières, chaque commune doit désigner ses nouveaux représentants au conseil de ce syndicat intercommunal.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-7, L 5212-6 et L 5212-7 du code général des collectivités territoriales, il propose donc au Conseil Municipal de désigner ces délégués au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose les candidatures de Gilles DUTAU et Julien BASCOUL.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Les candidatures de Michel CHASTAING et Logan GIRARD sont déposées.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour)

Monsieur Gilles DUTAU, domicilié 7, allée Clos des Pins – 34830 CLAPIERS

Monsieur Julien BASCOUL, domicilié 4, rue Bizet – 34830 CLAPIERS

En qualité de délégués au Syndicat Intercommunal des Trois Rivières.

Monsieur Michel CHASTAING obtient 6 voix et Monsieur Logan GIRARD obtient 5 voix.

### **09 – Affaires générales – Désignation des délégués au conseil du Syndicat Mixte d'électrification rurale**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune de Clapiers est membre du Syndicat Mixte d'électrification rurale.

A ce titre elle dispose d'un siège et peut désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Suite au renouvellement des conseils municipaux des communes membres du syndicat mixte d'électrification rurale, chaque commune doit désigner ses nouveaux représentants au conseil de ce syndicat intercommunal.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-7, L 5212-6 et L 5212-7 du code général des collectivités territoriales, il propose donc au Conseil Municipal de désigner ces délégués au scrutin secret à la majorité absolue.

Il propose les candidatures de Guy MARTRE en qualité de délégué titulaire et de Guillaume BUREL en qualité de délégué suppléant.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Les candidatures de Michel CHASTAING en qualité de titulaire et de Bernard DUVIC en qualité de suppléant sont déposées.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue (23 voix pour) Monsieur Guy MARTRE, domicilié 5, Plan du Clapas – 34830 CLAPIERS, en qualité de délégué titulaire, Monsieur Guillaume BUREL, domicilié 6, rue de Lavalette – 34830 CLAPIERS en qualité de délégué suppléant Au Conseil du syndicat mixte d'électrification rurale.  
Messieurs Michel CHASTAING et Bernard DUVIC obtiennent 6 voix

### **10 – Affaires générales – Constitution de la Commission d'appel d'offres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Monsieur le Maire rappelle les dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales et celles de l'article 22 du code des marchés publics, relatives à la constitution de la commission d'appel d'offres et à la désignation de ses membres.

Il indique que cette commission est composée du Maire qui en est le Président, de cinq membres titulaire et cinq membres suppléants du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'élection des membres titulaires et des membres suppléants a lieu sur la même liste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

Il propose au Conseil Municipal de constituer la Commission d'Appel d'Offres pour la durée du mandat.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à la majorité absolue (25 voix pour, 4 voix contre) décide de constituer la Commission d'Appel d'Offres pour la durée du mandat.

Il propose ensuite de procéder à la désignation des membres titulaires et suppléants appelés à siéger au sein de cette commission selon la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste prescrite par l'article 22 du code des marchés publics.

La liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » propose les membres suivants :

- Membres titulaires : France GABORIT, Julien BASCOUL, Gilles CHRETIEN, Gabrielle CROUZIL, Gilles DUTAU
- Membres suppléants : Thierry VINDOLET, Anne VINCENT-FAGOT, Vincent MEYNIER, Servane BESSOLES, Monique BARON

Les listes « *Clapiers durable et participatif* », « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », « *Clapiers en toute confiance* » proposent les membres suivants :

- Membres titulaires : Michel CHASTAING, Logan GIRARD
- Membres suppléants : Marie-Noëlle SIBIEUDE, Bernard DUVIC

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret selon le mode de scrutin ci-dessus mentionné, désigne les membres de la commission d'appel d'offres ainsi qu'il suit :

- Membres titulaires : France GABORIT, Julien BASCOUL, Gilles CHRETIEN, Michel CHASTAING, Logan GIRARD
- Membres suppléants : Thierry VINDOLET, Anne VINCENT-FAGOT, Vincent MEYNIER, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Bernard DUVIC

(La liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » obtient 23 voix, les listes « *Clapiers durable et participatif* », « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », « *Clapiers en toute confiance* » obtiennent 6 voix)

### **11 – Affaires générales – Constitution de la Commission des Finances, fixation du nombre de ses membres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission des finances,
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission des finances et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* ».

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission des finances.

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

France GABORIT, Anne VINCENT-FAGOT, Guy FILLET, Marjolaine AVENTURIER, Thierry VINDOLET, Vanesa DEDIEU, Bernard DUVIC, Michel CHASTAING, Logan GIRARD, Marie-Noëlle SIBIEUDE

En qualité de membres de la commission des finances.

## **12 – Affaires générales – Constitution de la Commission Urbanisme - Foncier - Aménagement urbain, fixation du nombre de ses membres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission Urbanisme – foncier - aménagement urbain,
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission urbanisme-foncier-aménagement urbain et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* »

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission Urbanisme- foncier-aménagement urbain,

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

Gilles CHRETIEN, France GABORIT, Vincent MEYNIER, Vanesa DEDIEU, Gabrielle CROUZIL, Julien BASCOUL, Michel CHASTAING, Valérie ADAM, Logan Girard, Marie-Noëlle SIBIEUDE

En qualité de membres de la commission Urbanisme-foncier- aménagement urbain.

### **13 – Affaires générales – Constitution de la Commission Personnel Communal, fixation du nombre de ses membres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission du Personnel Communal,
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission du personnel et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* »

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission Personnel Communal.

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

Thierry NOEL, Thierry VINDOLET, Gilles DUTAU, Yves FANJAUD, Séverine TEILHARD-RIOLA, Julien BASCOUL, Faouzia DAHMANE, Bernard DUVIC, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD.

En qualité de membres de la commission Personnel Communal.

### **14 – Affaires générales – Constitution de la Commission Affaires scolaires - Périscolaires - Petite enfance – Enfance - Jeunesse**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission Affaires scolaires-périscolaires-Petite enfance-Enfance-Jeunesse
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission Affaires scolaires-périscolaires-Petite enfance-Enfance-Jeunesse et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* ».

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission Affaires scolaires-périscolaires-Petite enfance-Enfance- Jeunesse.

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

Séverine TEILHARD-RIOLA, Christine DAVY, Simon UGUEN, Servane BESSOLES, Brigitte MIAS, Anne VINCENT-FAGOT, Faouzia DAHMANE, Michel CHASTAING, Logan GIRARD, Marie-Noëlle SIBIEUDE.

En qualité de membres de la commission Affaires scolaires-périscolaires-Petite enfance-Enfance-Jeunesse.

### **15 – Affaires générales – Constitution de la Commission Circulation, Transports fixation du nombre de ses membres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission Circulation-Transports,
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission Circulation-transports et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* ».

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission Circulation-transports.

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

Gabrielle CROUZIL, Guillaume BUREL, Vincent MEYNIER, Marjolaine AVENTURIER, Gilles CHRETIEN, Julien BASCOUL, Michel CHASTAING, Bernard DUVIC, Logan GIRARD, Marie-Noëlle SIBIEUDE

En qualité de membres de la commission Circulation-transports.

### **16 – Affaires générales – Constitution de la Commission Administration générale fixation du nombre de ses membres et désignation des élus siégeant à cette commission**

Conformément aux dispositions des articles L 2121-21, L 2121-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de procéder à la constitution de la commission Administration générale,
- de fixer à dix le nombre des membres de cette commission

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de constituer une commission Administration générale, et de fixer à 10 le nombre de ses membres.

Monsieur le Maire propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres appelés à siéger au sein de cette commission.

Afin de respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de cette assemblée et que chaque tendance représentée au sein du Conseil municipal ait la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, il propose au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant six membres issus de la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* », deux membres issus de la liste « *Clapiers durable et participatif* », un membre issu de la liste « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* », un membre issu de la liste « *Clapiers en toute confiance* »

Cette proposition est acceptée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

Chacune des quatre listes présente les membres appelés à constituer la commission Administration générale,

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, décide à l'unanimité de voter à main levée et désigne à l'unanimité :

France GABORIT, Marjolaine AVENTURIER, Anne VINCENT-FAGOT, Thierry NOEL, Bernadette BRISARD, Thierry VINDOLET, Valérie ADAM, Faouzia DAHMANE, Logan GIRARD, Marie-Noëlle SIBIEUDE

En qualité de membres de la commission Administration générale.

## **17 – Affaires générales – Constitution du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale**

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que le mandat des membres du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) étant arrivé à expiration, il convient en application des dispositions des articles L123-6, R 1236-7 et R 123-15 du code de l'action sociale et des familles, de fixer le nombre des membres de cette instance, et d'élire les conseillers municipaux devant y siéger selon le mode de scrutin de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il rappelle que ce Conseil présidé de droit par le Maire est composé à parité d'élus municipaux et de membres issus de la société civile (personnes participant à des actions de prévention, d'animation, ou de développement social) dans une proportion de 8 minimum et de 16 maximum, en plus du Maire.

Monsieur le Maire propose de fixer à 16 le nombre des membres du conseil d'administration du CCAS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité de fixer à 16 le nombre des membres du conseil d'administration du CCAS.

Il propose ensuite au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres élus appelés à siéger au sein de ce conseil d'administration selon le mode de scrutin de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

La liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » propose les membres suivants : Monique BARON, Guy MARTRE, Gilles DUTAU, Simon UGUEN, Guy FILLET, Christine DAVY, Gabrielle CROUZIL, Vincent MEYNIER.

Les listes unies « *Clapiers durable et participatif* » et « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » proposent les candidatures de Valérie ADAM et Logan GIRARD

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret selon le mode de scrutin ci-dessus mentionné, désigne les membres du conseil d'administration du CCAS ainsi qu'il suit : Monique BARON, Guy MARTRE, Gilles DUTAU, Simon UGUEN, Guy FILLET, Christine DAVY, Valérie ADAM, Logan GIRARD.

(la liste « *Agir ensemble pour Clapiers* » obtient 23 voix, les listes unies « *Clapiers durable et participatif* » et « *Faire réussir la gauche au service des Clapiérois* » obtiennent 6 voix).

## **18 – Affaires générales – Délégation de missions complémentaires du Maire**

Conformément aux dispositions :

- de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales donnant possibilité au Maire d'agir dans certains domaines par délégation du Conseil Municipal, pour la durée du mandat,
- de l'article L 2122-23 du même code relatif au suivi des missions déléguées par le Conseil Municipal au Maire,
- de l'article L 2122-17 du même code relatif au remplacement provisoire du Maire,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, afin de simplifier et d'accélérer la gestion des affaires communales concernant l'administration courante de donner délégation au Maire pour toutes les compétences prévues du 1<sup>er</sup> au 24<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de fixer les conditions et limites suivantes pour l'exercice de la délégation :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal à 2 000 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De recevoir délégation aux fins de procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de réaménagement d'emprunt et les opérations de couverture des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

La délégation, relative à la réalisation des emprunts et des opérations de couverture des risques de taux et de change, est accordée dans les limites suivantes :

- la durée des produits de financement ne pourra excéder vingt-cinq ans.
- les emprunts seront obligatoirement de type 1A dans l'échelle de cotation figurant à la "charte de bonne conduite entre établissements bancaires et collectivités locales" dite charte "Gissler", et/ou de type 1B (dans la limite de 20% de l'encours de dette).
- les contrats conclus en substitution des contrats existants devront avoir une classification, selon la typologie « Gissler », de degré inférieur ou égal au produit réaménagé.
- les produits de financement pourront être : des emprunts obligataires, et/ou des emprunts classiques (taux fixe ou taux variable, sans structuration), et/ou des produits avec barrières sur EURIBOR (dans la limite de 20% de l'encours de dette).
- les index de référence pourront être : l'EURIBOR, le T4M, le TAM, le TAG, l'EONIA, le TEC, le TMO, le TME ou Le Livret A.
- les opérations de couverture de risque des taux pourront être : des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP), et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA), et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP), et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR), et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).
- les opérations de couverture pourront être réalisées sur les contrats d'emprunt constitutifs du stock de dette à ce jour, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter dans le futur, inscrits en section d'investissement du budget primitif.
- le montant de l'encours de dette sur lequel porteront les opérations de couverture ne pourra excéder l'encours global de la dette de la collectivité.
- la durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.
- en cas d'emprunt destiné au refinancement d'une partie de l'encours existant, le montant du prêt ne pourra pas excéder le montant du capital restant dû, augmenté des indemnités contractuelles.
- la durée des produits de refinancement ne pourra pas excéder la durée résiduelle du contrat refinancé augmentée de dix ans.
- des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou intermédiaires financiers, sans toutefois dépasser 0,50% du montant de l'emprunt.

Le Maire pourra dans ce cadre :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- signer les contrats répondant aux conditions posées ci-dessus,
- résilier éventuellement les contrats,
- définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,
- procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation,
- passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, allonger ou réduire la durée du prêt, modifier la périodicité et le profil de remboursement.
- et enfin conclure tout avenant destiné à introduire ou modifier dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques énumérées ci-dessus.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres quelles que soient les procédures de passation, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, sur l'ensemble du territoire de la commune ;

Cette délégation concerne :

- l'exercice du droit de préemption urbain dont la Commune est titulaire conformément aux délibérations du 29 juin 1987, du 8 juin 1993, du 5 juillet 1994 et du 24 janvier 2001,
- l'exercice du droit de préemption au titre des périmètres sensibles que la Commune possède par substitution au Département, ainsi que prévu par l'article L 142-3 du code de l'urbanisme et conformément à l'arrêté préfectoral du 16 juin 1983,
- l'exercice du droit de préemption au titre des Zones d'Aménagement Différées qu'il a le pouvoir de déléguer ponctuellement par simple décision conformément aux dispositions de l'article L 2122-22-15° du Code général des collectivités territoriales et de l'article L 213-3 du code de l'urbanisme.

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toute affaire relevant des juridictions de l'ordre judiciaire ou administratif, et dans tous les cas quel que soit le montant du préjudice ou les prétentions de la partie adverse ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de la franchise contractuelle prévue aux divers contrats d'assurance de la Commune ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De recevoir délégation aux fins de réaliser les lignes de trésorerie dans les limites suivantes :

- la ligne de trésorerie ne pourra pas dépasser un montant de cinq cent mille euros,
- les index de référence de la ligne de trésorerie pourront être l'EONIA et ses dérivés (TAM, TAG, T4M), l'EURIBOR ou du taux fixe
- les commissions et/ou frais ne pourront pas dépasser 0,50% du montant de la ligne ;

21° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles [L. 523-4](#) et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Il sera proposé que dans le cas prévu à l'article 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (empêchements, absences du Maire) l'Adjoint ou le Conseiller municipal qui assurera la suppléance du Maire soit autorisé à signer les décisions prises dans le cadre défini par les articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il indique que :

- Monsieur le Maire rendra compte à chaque réunion du Conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;
- La présente délégation ne saurait excéder la durée du mandat ;
- Cette délibération est à tout moment révocable ;
- Les décisions prises par Monsieur la Maire dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à la majorité absolue (27 voix pour, 2 voix contre.